

# Rapport annuel Jahresbericht

—

## 2022

Ministère public

Staatsanwaltschaft



**POUVOIR JUDICIAIRE  
GERICHTSBEHÖRDEN**

ETAT DE FRIBOURG  
STAAT FREIBURG

**Ministère public MP  
Staatsanwaltschaft StA**

---

# Table des matières

---

<b>1.1</b>	<b>Rapport sur l'activité du Ministère public pour l'année 2022</b>	<b>4</b>
1.1.1	Partie générale	4
1.1.2	Partie statistique	11
1.1.3	Tableaux statistiques	16
<b>1.1</b>	<b>Bericht über die Tätigkeit der Staatsanwaltschaft im Jahre 2022</b>	<b>18</b>
1.1.1	Allgemeines	18
1.1.2	Statistischer Teil	25
2.1.3	Statistische Tabelle	30

---

# Introduction

---

## Au Conseil de la magistrature

Monsieur le Président du Conseil de la magistrature,  
Mesdames et Messieurs les Membres du Conseil de la magistrature,

Nous avons l'honneur de vous adresser ci-après le rapport sur l'administration du Ministère public du canton de Fribourg pour l'année 2022 et confirmons que les données statistiques présentées dans ce rapport sont correctes.

Fribourg, le 23 janvier 2023

Fabien Gasser  
Procureur général

Raphaël Brenta  
Greffier-chef

---

## 1.1 Rapport sur l'activité du Ministère public pour l'année 2022

### 1.1.1 Partie générale

#### 1.1.1.1 Remarques générales

L'année 2022 aura résolument été marquée par les décisions du Parlement fédéral concernant la modification du code de procédure pénale. L'avis des Ministères publics a été largement ignoré. Le droit de participation des parties, qui amène à toutes sortes de difficultés procédurales, n'a pas été modifié. En revanche, le droit de recours des Ministères publics contre des décisions de remise en liberté a été supprimé et plusieurs contraintes procédurales ont été ajoutées : obligation d'auditionner toute personne encourant une peine privative de liberté ferme, obligation d'informer toutes les personnes potentiellement lésées avant de rendre une ordonnance pénale ; introduction d'un délai d'interdiction d'exploiter les séquestres pendant trois jours. Nous sommes placés face à un paradoxe : le législateur fédéral souhaite régulièrement étoffer le catalogue des infractions pénales d'une main alors que, de l'autre, il complexifie la procédure au point de surcharger les autorités judiciaires.

Le Ministère public s'est également impliqué dans la consultation en cours concernant les infractions sexuelles. Une procureure fribourgeoise s'est exprimée devant la Commission des affaires juridiques du Conseil des Etats. De l'avis des Ministères publics, la solution du « oui, c'est oui » est une fausse bonne idée. Elle a pour principal effet de rendre les relations sexuelles a priori illicites, ce qui est un changement majeur de paradigme. En revanche, le fardeau de la preuve continuera d'être porté par l'accusation et la présomption d'innocence restera la règle.

En 2022, le Ministère public a connu une augmentation du nombre des procédures enregistrées (+ 1366 unités), du nombre des procédures liquidées (+ 572 unités) et en particulier du nombre des ordonnances pénales définitives (+ 653 unités) en comparaison de l'année précédente. Revers de la médaille, le nombre de dossiers pendants au 31 décembre 2022 a lui aussi augmenté (+ 730 unités) et la proportion du nombre des dossiers liquidés dans les trois mois depuis leur enregistrement s'est réduit à quelque 59 % (- 2.5 points). Le nombre de renvois aux Tribunaux est toujours élevé, même s'il a diminué en 2022 (- 87 unités). Enfin, le nombre de détenus a diminué (- 45 détenus), néanmoins le nombre de jours de détention a encore augmenté (22'444 en 2022, contre 20'106 en 2021).

Le Service du personnel et d'organisation de l'Etat de Fribourg a organisé au printemps 2022 une enquête de satisfaction auprès de l'ensemble des collaborateurs<sup>1</sup> de l'administration. Les résultats ont révélé pour le personnel du Ministère public qu'il est globalement satisfait de sa situation professionnelle. Procureurs et collaborateurs ont néanmoins souligné, outre des prestations sociales et extra-salariales peu attractives, leur lourde charge de travail, ce qui ne les a pas empêchés de répondre présents pour mettre sur pied en juin dernier une journée de présentation au public du Ministère public. L'engagement sans compter de l'ensemble du personnel dans la réalisation des tâches ordinaires et son investissement dans la journée du 25 juin démontrent si besoin son fort attachement au Ministère public et ses qualités extraordinaires dont il fait profiter le service ; le présent rapport souhaite aussi adresser aux procureurs et aux collaborateurs du Ministère public les chaleureux remerciements des soussignés.

Le Ministère public avait adressé au Conseil d'Etat une demande d'octroi de 3 EPT<sup>2</sup> en vue de renforcer ses effectifs ; cette demande a été favorablement accueillie par l'inscription d'une nouvelle cellule judiciaire (1 EPT de procureur, 1 EPT de greffier et 1 EPT de secrétariat) au plan financier. Cette cellule ne verra le jour qu'en 2024 au plus tôt, mais cette nouvelle marque la reconnaissance du travail soutenu fourni par toutes les équipes du Ministère public.

---

<sup>1</sup> Les termes masculins du présent rapport désignent indistinctement tous les genres.

<sup>2</sup> Equivalent plein temps.

### 1.1.1.2 Le personnel

#### 1.1.1.2.1 Les procureurs

#### Ressources en magistrats - équivalents plein temps EPT au 31.12.

Nom/Prénom	Fonction	2021	2022
Gasser Fabien	Procureur général	1	1
Bourquin Raphaël	Procureur général adjoint	1	1
Chocomeli-Lisibach Alessia	Procureure générale adjointe	1	1
Amara Stéphanie	Procureure	0.8	0.8
Barboni Philippe	Procureur	1	1
Bugnon Marc	Procureur	1	1
Chardonnens Sandrine (Mooser Jean-Luc jusqu'au 31.12.2021)	Procureure	1	1
Chassot Frédéric	Procureur	1	1
Christinaz Catherine	Procureure	0.8	1
Dieu Bach Christiana	Procureure	1	1
Genoud Patrick	Procureur	0.8	0.8
Hauser Liliane	Procureure	1	1
Hurni Sonja	Procureure	0.8	0.8
Moschini Laurent	Procureur	1	1
Schmutz Jean-Frédéric	Procureur	1	1
<b>Total EPT au 31.12.</b>		<b>14.2</b>	<b>14.4</b>

Après les départs en 2021 de Markus Julmy et Jean-Luc Mooser, c'est une autre personnalité de premier plan de la poursuite pénale qui fera valoir son droit à la retraite au 30 avril 2023, l'ancien Président de l'Office des Juges d'instruction Jean-Frédéric Schmutz. Qu'il soit ici remercié pour les presque 25 années qu'il aura dédiées à sa noble mission et pour sa forte contribution à la lutte sans relâche contre les trafiquants de drogue, qu'ils agissent en réseaux internationaux ou de manière plus locale.

Le Ministère public a accueilli au début février 2022 Sandrine Chardonnens qui a succédé à Jean-Luc Mooser. Il se réjouit en outre d'accueillir au printemps 2023 Julien Aubry qui remplacera Jean-Frédéric Schmutz.

En 2022, plusieurs procureurs ont continué à occuper des fonctions d'enseignant :

- auprès du Centre interrégional de formation de Police<sup>3</sup> : Philippe Barboni et Liliane Hauser ;
- auprès du Département de pédagogie spécialisée de l'Université de Fribourg, comme chargé de cours : Marc Bugnon ;
- auprès de l'Institut et Haute Ecole de la Santé, comme chargée de cours : Stéphanie Amara ;
- et auprès de l'Ecole romande de la magistrature pénale<sup>4</sup> pour le Certificate of Advanced Studies pour la Magistrature pénale<sup>5</sup> : Frédéric Chassot.

<sup>3</sup> ci-après CIFPol.

<sup>4</sup> ci-après ERMP.

<sup>5</sup> ci-après CAS MAP.

---

Il convient aussi d'énumérer les mandats des procureurs dans différents institutions, commissions et autres groupes de travail :

- Groupe de travail avec les hôpitaux pour définir l'intervention de la justice en matière d'erreurs médicales : Philippe Barboni ;
- Groupe de travail « dialogue santé-justice » : Philippe Barboni ;
- Commission d'examen des candidats au barreau : Christiana Dieu-Bach ;
- Cellule romande de lutte contre le dopage : Laurent Moschini ;
- Commissions de la Conférence des Procureurs de Suisse<sup>6</sup> et de la Conférence latine des Procureurs<sup>7</sup> : Frédéric Chassot (COMINTEL), Christiana Dieu-Bach (Groupe de travail crime organisé et Groupe de travail psychiatrie et médecine forensique), Patrick Genoud (Commission transports), Catherine Christinaz (COMAMAL, Groupes de travail crime organisé et sécurité des magistrats), Philippe Barboni et Sonja Hurni (COMASTUP), Liliane Hauser (Groupe de travail fixation de la peine) ;
- Bureau de la Direction du Service de coordination contre la traite d'êtres humains et le trafic des migrants (SCOTT) : Catherine Christinaz ;
- Commission cantonale contre la violence dans le couple : Marc Bugnon ;
- Commission cantonale consultative dans le domaine de la prostitution : Catherine Christinaz ;
- Groupe de coordination cantonale LAVI : Catherine Christinaz ;
- Table ronde cantonale - mécanisme de coopération pour la lutte contre la traite des êtres humains : Catherine Christinaz ;
- Groupe de travail « ordonnance sur les profils ADN » (fedpol) : Sandrine Chardonnes.
- Groupe de travail en matière de hooliganisme : Laurent Moschini ;
- Groupe de travail « lutte contre les incivilités » : Christiana Dieu-Bach ;
- Commission cantonale des addictions : Philippe Barboni ;
- Fondation latine « Projets pilotes-addictions » : Philippe Barboni ;
- Groupe de travail « FMÜ Architekturboard » : Frédéric Chassot ;
- Groupe de travail « Cybercase » : Frédéric Chassot ;
- Sounding Board Politique RH de l'Etat de Fribourg : Marc Bugnon ;
- Groupe de travail avec la Police « Discrimination et haine à l'encontre de minorités LGBTQ+ » : Stéphanie Amara ;
- Groupe d'expert de l'Unité de gestion des menaces (UGM) : Christiana Dieu-Bach.

Par ailleurs, toujours en 2022, des formations ont été dispensées à la Police cantonale par Philippe Barboni (cadres de la Police de proximité) et par Sonja Hurni (formation « melius »), respectivement des conférences données dans le cadre des soirées d'études juridiques du Tribunal fédéral et de l'Ordre des avocats vaudois par Sandrine Chardonnes et auprès de l'Ecole professionnelle Santé-Social (ESSG) à Posieux par Marc Bugnon.

Finalement, Sonja Hurni a assuré avec brio la présidence du comité d'organisation de l'assemblée générale de la CLP qui s'est tenue à Fribourg en septembre 2022.

---

<sup>6</sup> ci-après CPS.

<sup>7</sup> ci-après CLP.

### 1.1.1.2.2 La Direction du Ministère public

A la fin de l'hiver 2022, le Ministère public a pu lever toutes les restrictions qui avaient été ordonnées suite à la pandémie de Covid-19. Dès l'amélioration de la situation sanitaire, le procureur général a souhaité rencontrer individuellement tous les collaborateurs du Ministère public ; il lui tenait en effet à cœur de savoir comment ils avaient vécu cette période extraordinaire et de connaître leurs attentes.

Dès fin mars 2022, le Ministère public a pu rétablir son programme de formation. C'est ainsi qu'il a proposé une sensibilisation et connaissance de la communauté LGBTIQ+ (31.03), une formation « informatique forensique » (06.04), une présentation de l'avancée des projets e-justice (9 et 14.06), une journée de formation sur des sujets aussi divers que la Convention européenne des droits de l'homme, les possibilités d'analyse en cas d'accident ou la situation du soignant face à la violence (23.09), une formation dédiée à la sécurité interne (16.11), une prévention des cas de phishing (décembre) et une formation sur la mise en vigueur de l'impression centralisée (Exped) par e-Justice (décembre).

En 2022, le procureur général a rencontré à deux reprises chaque procureur lors de séances individuelles et formalisées. Il a conduit deux séances plénières des procureurs et convoqué 29 séances de direction, dont une séance « au vert ». Une rencontre sous la forme d'une formation continue des collaborateurs – greffiers et secrétaires – a été organisée en septembre et une information interne a en outre été assurée hebdomadairement au travers des actualités du site intranet du Ministère public.

Au 31 décembre 2022, le Ministère public compte 35 directives (dont 24 publiées sur son site internet<sup>8</sup>), avec la mise en vigueur - en juin - de la Directive n° 1.17 relative au traitement des affaires impliquant un soupçon d'intoxication au GHB ou à une autre substance produisant des effets similaires. Un point presse avait d'ailleurs été organisé pour informer le public et inciter les victimes à se faire connaître.

En cours d'année, le Ministère public a été sollicité à 16 reprises pour se déterminer dans le cadre de consultations législatives fédérales ou cantonales ainsi que sur des questions de députés. Il a déposé des observations détaillées dans quatre cas, et il a renoncé à se déterminer sur les 12 consultations restantes, soit qu'il estimait ne pas être impacté par les nouvelles dispositions ou les modifications proposées, soit qu'elles lui convenaient pleinement.

Le procureur général a consacré une énergie importante au programme d'harmonisation de l'informatique de la justice pénale (HIJP), en clarifiant ses missions et en renforçant la communication autour du programme. En outre, afin de garantir une coordination entre tous les efforts déployés pour l'informatique, il a rejoint le comité de projet Justitia 4.0 dès le mois de mars 2022. Avec son implication dans le programme fribourgeois e-Justice, le procureur général consacre pas loin du tiers de son temps de travail à la digitalisation.

Fabien Gasser demeure vice-président de la Conférence des procureurs de Suisse, après sa réélection en novembre 2022. Cette conférence, professionnalisée en 2020 avec l'engagement d'un secrétariat général, devient un partenaire reconnu et consulté par les autorités politiques et administratives de la Confédération. Ses autres engagements sont ceux mentionnés dans le rapport 2021 (COPIL e-Justice, Commission informatique des autorités judiciaires, Unité de gestion de la menace et association fribourgeoise des magistrats de l'ordre judiciaire). Il reste en outre compétent pour les affaires pénales concernant la police ou la magistrature et, en partage avec ses adjoints, les procédures sensibles. Il supervise les envois en conciliation et en médiation, avec le concours d'une secrétaire dédiée.

Enfin, le procureur général a dispensé plusieurs formations en lien avec l'expérience fribourgeoise de la médiation, dans le cadre de la réunion santé-justice qui a eu lieu au Réseau fribourgeois de santé mentale (RFSM), puis lors de la journée de formation continue de la Fédération suisse des avocats à Neuchâtel et lors du CAS en médiation mis sur pied par l'Institut de formation continue de l'université de Fribourg. Il a en outre été conférencier lors de la journée de formation continue des cadres des polices de Suisse romande, organisé à Lavey par l'Institut suisse de police.

Pour sa part, la procureure générale adjointe Alessia Chocomeli-Lisibach est membre de la commission criminalité économique (WIKRI) de la CPS. Sur le plan cantonal, elle est membre du Conseil de la magistrature ainsi que du groupe de travail « levées de corps » avec la Police cantonale, le Centre universitaire de médecine légale et

<sup>8</sup> www.fr.ch/mp.

l'association des médecins fribourgeois. Enfin, elle a dispensé une formation aux brigades financières des Polices cantonales de Suisse romande et du Tessin et elle a donné des cours dans le cadre de l'association des avocats-stagiaires fribourgeois.

Le procureur général adjoint Raphaël Bourquin est président de la CLP, ainsi que membre de la Commission consultative de libération conditionnelle et d'examen de la dangerosité, du Conseil cantonal de prévention et de sécurité (CCPS), de Vigipol et de groupes de travail avec la Police cantonale (Police de sûreté et Gendarmerie). Il fait également partie d'un groupe de travail qui règle les questions d'exécution (avec le Service de l'exécution des sanctions pénales et de la probation<sup>9</sup>), et d'un autre ayant pour vocation la mise en application du bracelet électronique. Il fonctionne comme personne de contact (SPOC) en matière de terrorisme. Il est l'interlocuteur du Ministère public auprès de la Police cantonale fribourgeoise, de l'Ordre des avocats et de l'ERMP. Il fonctionne aussi comme intervenant pour le CAS MAP. Enfin, il est enseignant auprès du CIFPol et il participe à ses procès fictifs.

La greffière-chef Isabelle Chablais a pour tâche principale la gestion du personnel. Durant l'année 2022, outre ses activités au Ministère public, Isabelle Chablais a continué à être impliquée dans le programme e-Justice en qualité de « product owner » du projet preuves numériques, fonction à laquelle elle a mis un terme au 31 décembre 2022. Toujours en charge principalement de la mise en place des processus métier, le greffier-chef Raphaël Brenta a représenté le Ministère public au sein de la « commission judiciaire » instituée par la Police cantonale et il siège au sein du groupe de travail des Ministères publics romands dédié à la formation des interprètes. Enfin, le chef de chancellerie Mathieu Chappuis est responsable de l'administration générale et du service comptable, il est aussi membre du bureau informatique des autorités judiciaires ainsi que du COSPEC (comité spécialisé, comme « ambassadeur »), ainsi que de la commission de bâtisse de la Caisse de prévoyance de l'Etat ; il participe aux travaux de e-Justice (notamment comme répondant pour l'impression centralisée) et il a aidé à l'élaboration du nouveau SAP (SAP4ANA).

En 2022, une délégation de la Direction a participé à une rencontre avec le Conseil de l'Ordre des avocats fribourgeois. Toujours en 2022, une délégation ou un membre de la Direction a présenté le Ministère public à l'Association des étudiants en droit de l'université de Fribourg, à des collaborateurs du SESPP, et aux gendarmes en formation auprès du CIFPol. Le Ministère public a aussi prêté son concours à la journée « futur en tous genres » organisée par la Police cantonale.

En 2022, le greffier-chef Raphaël Brenta et la greffière Murielle Decurtins ont poursuivi leur activité de porte-parole du Ministère public. Ils ont ainsi répondu aux sollicitations des médias (154 en 2022 contre 120 en 2021), et ils ont rédigé et diffusé quatre communiqués de presse (idem en 2021). Par ses greffiers Serge Molliet et Aline Frossard, le Ministère public a également organisé 47 consultations de classeurs d'ordonnances par des journalistes (55 en 2021). Enfin, le greffier-chef est membre de la Conférence suisse des chargés de communication des Ministères publics (CCCMP/SKIS).

### 1.1.1.2.3 Les collaborateurs (greffe et secrétariat)

<b>Équivalents plein temps EPT au 31.12.</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>
Total EPT <b>Greffiers</b> (postes permanents)	16.5	15.6 <sup>10</sup>
Total EPT <b>Conseiller économique</b>	0.8	1.3
Total EPT <b>Stagiaires juristes</b>	5	5
Total EPT <b>Collaborateurs administratifs</b> (postes permanents)	18.4	18
Total EPT <b>Apprentis collaborateurs administratifs</b>	2	2
<b>Total</b>	<b>42.7</b>	<b>41.9</b>

<sup>9</sup> ci-après SESPP.

<sup>10</sup> En 2020 et 2021, le rapport mentionnait un poste de greffier non permanent obtenu sur un budget extraordinaire.

---

En 2022, le Ministère public a fait engager comme secrétaires Maria Limani, Sabrina Fasel, Céline Turan, Alicia Pugin et Nicole Machado, comme secrétaire de comptabilité Heidi Piller, comme greffières Isabelle Clivaz et Michèle Stritt, comme conseiller économique Nicolas Masson, ainsi que comme apprenti Julien Santos Paiva. Toujours dans le courant de l'année, le Ministère public a accueilli dix juristes post-master pour effectuer un stage de greffier d'une durée de six mois, deux étudiants universitaires pour un stage de deux mois dans le cadre de leur travail de séminaire ainsi que deux apprenties du SESPP pour un stage de deux semaines. Il a mis au surplus sur pied des stages d'un jour dont ont bénéficié six aspirants CIFPol de la Police de sûreté respectivement deux jeunes en recherche d'apprentissage.

Deux greffiers ont suivi en 2022 la formation CAS MAP et deux secrétaires les cours de droit dispensés dans le cadre du CIFPol.

#### 1.1.1.2.4 Le service comptable

En 2022, le service comptable du Ministère public a accordé 3'179 (2'018 en 2021<sup>11</sup>) paiements par acomptes, il a effectué 4'444 (4'234) rappels et 1'128 (1'158) rappels de solde, il a requis 381 (215) poursuites et il a traité 2'651 (2'794) conversions d'amende en peine privative de liberté.

Le montant des amendes facturées s'élève pour l'année 2022 à CHF 7'425'250.79 (CHF 10'752'763.95, compte tenu d'un versement d'une amende de CHF 4'200'000.00 ordonnée consécutivement à une ordonnance rendue par le Ministère public de la Confédération) alors qu'il avait été budgétisé à CHF 7'663'000.00 (7'663'000.00). Quant au montant encaissé par les conversions d'amende, il s'est établi à CHF 1'126'374.39 (CHF 1'241'595.95). Le service comptable a enfin comptabilisé durant l'année 2022 93'664 (92'944) écritures.

Au nombre des changements opérés par le service comptable en 2022, il convient de signaler le passage au système de poursuites informatisées « Collecta », qui a permis la mise en place de démarches communes pour tous les services de l'Etat, ainsi que l'introduction des factures en format QR.

#### 1.1.1.3 Divers

L'année 2022 a été très positivement marquée par la journée du Ministère public à l'attention du public, qui a eu lieu le 25 juin 2022. Plus de 500 personnes ont ainsi pu assister à cet événement qui s'est déroulé comme une pièce de théâtre, jouée à trois reprises (deux fois en français et une fois en allemand). Trois tableaux illustraient, sur fond d'une affaire d'homicide, une levée de corps, une audition et des débats en tribunal. Cette ouverture nécessaire au public a été rendue possible grâce à l'implication et l'enthousiasme des procureurs et collaborateurs du Ministère public, de même que grâce à l'amicale et compétente participation d'agents de la Police cantonale, de la bâtonnière, d'une ancienne bâtonnière et de deux présidents de tribunaux pénaux. Que tous soient ici chaleureusement remerciés.

Les projets informatiques progressent et le Ministère public devrait être en mesure de déployer dans le courant 2023 la solution « preuves numériques » qui impacte la transmission des preuves informatisées de la police aux autorités judiciaires. Il s'est par ailleurs préparé à la mise en vigueur, en janvier 2023, de la nouvelle application VOSTRA qui lui assure un accès en ligne au registre centralisé du casier judiciaire. 2022 a aussi été marqué par le renouvellement du parc informatique du Ministère public ainsi que de son installation de visio-conférence.

Sous l'égide du Service du personnel et d'organisation, une étude de satisfaction a été conduite au sein de l'entier du personnel de l'Etat. Son résultat, concernant le personnel du Ministère public, démontre que la très lourde charge de travail est la préoccupation principale. Dans ce sens, l'octroi d'une cellule judiciaire supplémentaire s'avère indispensable, le plus rapidement possible.

---

<sup>11</sup> Le chiffre entre parenthèse renvoie toujours à l'année 2021 dans ce chapitre.

---

Sur le plan médical, le Ministère public a signé une convention de mandat avec l'association des médecins de Fribourg (MFÄF) et il a adapté sa directive y relative, réglant ainsi les modalités d'intervention des médecins de permanence (voire de famille) lors des levées de corps.

Concerné par la crise énergétique annoncée, le Ministère public a appuyé les mesures d'économie ordonnée par le Conseil d'Etat en septembre 2022 en édictant à l'attention de son personnel des règles complémentaires pour inciter à une utilisation rationnelle de l'électricité afin de participer à l'effort commun.

Finalement, en 2022 le Ministère public a conduit des travaux en impliquant la Police cantonale et les autres acteurs du Pouvoir judiciaire pour proposer au Service de la justice des recommandations uniformes pour la rémunération des interprètes.

#### 1.1.1.4 Défis et perspectives

D'immenses défis guettent le Ministère public en 2023. Ils sont à chercher d'une part dans les projets informatiques et l'obligation légale de travailler sur un dossier judiciaire électronique dont l'échéance se rapproche. Le canton de Fribourg, en créant le programme e-Justice, a démontré qu'il prend cette tâche très au sérieux. Cela étant, un tel programme requiert la mise à disposition de ressources métiers conséquentes et certains acteurs du Pouvoir judiciaire sont extrêmement impliqués dans la transition numérique, en plus de leurs tâches juridictionnelles ou administratives ordinaires. Le rythme est très soutenu et il convient de veiller à ne pas épuiser l'énergie des uns et des autres.

Ils sont à chercher d'autre part dans les modifications du code de procédure pénale et leur mise en œuvre dans un contexte de surcharge de travail. Comme on le voit depuis l'arrivée du code de 2011, il est difficile de faire preuve de pragmatisme, tant la procédure se veut rigide. Il est en outre impossible de prioriser, l'Etat ne pouvant renoncer à traiter les infractions qui lui sont dénoncées.

Le Ministère public reste néanmoins serein quant à son avenir, parce qu'il sait pouvoir compter sur la qualité de son personnel, bénéficier à terme de l'appui d'une nouvelle cellule judiciaire et tirer sa force dans l'amélioration continue de ses processus.

## 1.1.2 Partie statistique

### 1.1.2.1 En général

	2021	2022
Procédures enregistrées <sup>12</sup>	13917	15283
Liquidations	14127	14699
Procédures pendantes au 31.12.	4547	5277
dont anciennes procédures sous la compétence du procureur <sup>13</sup>	646	790

### 1.1.2.2 Procédures enregistrées et pendantes

#### 1.1.2.2.1 Procédures enregistrées

Répartition des procédures enregistrées	2021	2022
Procédures ordinaires contre des prévenus majeurs	13903	15272
Procédures du TPM avec participation des procureurs des mineurs	5	5
Procédures du juge d'application des peines <sup>14</sup>	9	6
<b>Total</b>	<b>13917</b>	<b>15283</b>

	2021	2022
Procédures enregistrées contre auteurs connus	12506	13672
Procédures enregistrées contre auteurs inconnus	1411	1611

	2021	2022
Procédures enregistrées en français	11975 (86.04%)	13062 (85.47%)
Procédures enregistrées en allemand	1942 (13,96%)	2221 (14.53%)

#### 1.1.2.2.2 Procédures pendantes

	2021	2022
en instruction (sous la compétence du procureur)	4370	5064
suspendues (art. 314 al. 1 let. b à d CPP)	177	213
<b>Total</b>	<b>4547</b>	<b>5277</b>

<sup>12</sup> Dans toutes les statistiques présentées ci-après, une unité correspond à une personne prévenue ; il est cependant possible qu'un même dossier physique concerne plusieurs prévenus.

<sup>13</sup> Soit ouvertes depuis plus de 12 mois.

<sup>14</sup> Ci-après JAP.

### 1.1.2.2.3 Anciennes procédures pendantes

	2021	2022
Anciennes procédures pendantes devant le procureur, soit enregistrées depuis plus de 12 mois	646 (dont 83 procédures suspendues)	790 (dont 87 suspendues)

Procédures pendantes devant les procureurs, ouvertes au 31.12.2022, de l'année :

2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Total
2	4	7	18	24	34	89	138	474	790

### 1.1.2.3 Procédures renvoyées devant une autre instance ou liquidées

#### 1.1.2.3.1 En général

	2021	2022
Ordonnances de non entrée en matière	1651	1547
dont les cas de levée de corps	154	149
Ordonnances de suspension	894	945
Ordonnances de classement	919	826
Ordonnances pénales	8669	9398
Actes d'accusation	493	406
Confiscations indépendantes	0	0
Décisions ultérieures au jugement (JAP)	17	11
Décisions de dessaisissement	615	702
Décisions de renvoi au préfet (sauf pour tentative légale de conciliation)	3	1
Décisions de renvoi à la Police cantonale	263	273
Ordonnances de conversion (peine pécuniaire ou amende)	2794	2651
Commissions rogatoires nationales	32	23
Commissions rogatoires internationales	74	115
Classements sans suite	91	114

#### 1.1.2.3.2 Ordonnances pénales

Ordonnances pénales et de conversion	2021	2022
Ordonnances pénales définitives	8296	8949
Ordonnances pénales frappées d'opposition et renvoyées au juge de police	373	449
<b>Total</b>	8669	9398

### 1.1.2.3.3 Actes d'accusation

	2021	2022
Actes d'accusation avec renvoi au juge de police	285	232
Actes d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal d'arrondissement	93	78
Actes d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal économique	4	8
Actes d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal des mineurs	4	6
Actes d'accusation selon procédure simplifiée	106	82
avec renvoi au Tribunal pénal économique	1	0
<b>Total</b>	<b>493</b>	<b>406</b>

### 1.1.2.3.4 Décisions ultérieures au jugement

Ordonnances du JAP	2021	2022
Ordonnances JAP définitives	17	11
Oppositions aux ordonnances du JAP	0	0
<b>Total</b>	<b>17</b>	<b>11</b>

### 1.1.2.3.5 Durée de la procédure jusqu'à sa liquidation

Ordonnances de non entrée en matière, de suspension, de classement et pénales définitives	2021	2022
0 à 1 mois	25.05%	16.29%
1 à 2 mois	23.92%	24.16%
2 à 3 mois	13.06%	19.08%
3 à 6 mois	21.84%	25.28%
6 à 12 mois	10.93%	10.26%
12 à 18 mois	2.91%	2.78%
18 à 24 mois	0.94%	0.93%
24 à 36 mois	0.65%	0.69%
Plus de 36 mois	0.70%	0.53%

#### 1.1.2.3.6 Ordonnances par type d'infractions<sup>15</sup>

<b>Ordonnances de non entrée en matière, de suspension, de classement et pénales définitives</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>
Infractions contre la vie (art. 111ss CP)	13	16
dont les cas d'homicide par négligence (art. 117 CP)	11	14
Infractions contre l'intégrité corporelle (art. 122ss CP)	776	976
dont les cas retenant notamment des infractions violentes (art. 122, 133 et 134 CP)	75	58
Infractions contre le patrimoine (art. 137ssCP)	2236	2394
Infractions contre l'intégrité sexuelle (art. 187ssCP)	104	147
dont les cas retenant notamment l'infraction de pornographie (art. 197 CP)	17	33
Autres infractions du code pénal	3367	3435
Infractions à la loi fédérale sur la circulation routière	4428	4977
Infractions à la loi fédérale sur les stupéfiants	1095	1095
dont les cas retenant notamment la consommation de stupéfiants (art. 19a LStup)	918	976
Infractions à la loi fédérale sur le transport des voyageurs	2267	2762
Autres infractions à d'autres lois spéciales <sup>16</sup>	2850	2831
Infractions « Covid-19 »	429	54

#### 1.1.2.4 Détention provisoire

	<b>2021</b>	<b>2022</b>
Nombre de personnes en détention provisoire	242	197
Nombre de jours de détention	20106	22444

#### 1.1.2.5 Recours

<b>Recours interjetés par les procureurs</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal cantonal (Chambre pénale et Cour d'appel pénal)	22	14
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal fédéral	0	4

#### 1.1.2.6 Défenseurs

	<b>2021</b>	<b>2022</b>
Nombre de désignations d'un défenseur d'office ou d'un mandataire gratuit,	371	404
dont selon le tournus	49	50

<sup>15</sup> Compte tenu du cumul d'infractions, une même ordonnance peut être comptabilisée plusieurs fois.

<sup>16</sup> Loi d'application du code pénal, loi fédérale sur les étrangers, loi fédérale sur les armes, etc.

---

Le défenseur nécessaire choisi par la personne prévenue n'est pas inclus dans le tournus (cf. Directive n° 1.7 du procureur général du 12 janvier 2011 relative à la désignation des avocats, chiffre 5) ; cette règle justifie qu'il soit établi une distinction entre le nombre total de désignation et celui selon le tournus.

#### 1.1.2.7 Contrôle du procureur général

<b>Contrôles préalables et postérieurs des ordonnances rendues par les procureurs, les préfets et les présidents du Tribunal pénal des mineurs</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>
Nombre de refus d'approbation aux ordonnances de non entrée en matière, de suspension et de classement	0	1
Nombre d'oppositions aux ordonnances pénales	0	0

## Annexe

### 1.1.3 Tableaux statistiques

	2021	2022
Procédures enregistrées	13917	15283
Procédures enregistrées contre auteurs connus	12506	13672
Procédures enregistrées contre auteurs inconnus	1411	1611
Procédures enregistrées en français	11975	13062
Procédures enregistrées en allemand	1942	2221
Procédures enregistrées et ordinaires	13903	15272
Procédures enregistrées et impliquant la participation des procureurs des mineurs devant le Tribunal des mineurs	5	5
Procédures enregistrées du juge d'application des peines	9	6
	2021	2022
Procédures pendantes	4370	5277
Procédures pendantes qui sont suspendues (art. 314 al. 1 let. b à d CPP)	177	213
	2021	2022
Ordonnances de non entrée en matière	1651	1547
Ordonnances de classement	919	826
Ordonnances de suspension	894	945
Confiscations indépendantes	0	0
Décisions de dessaisissement, y compris envers les Préfectures	618	703
Commissions rogatoires nationales	32	23
Commissions rogatoires internationales	74	115
Ordonnances pénales définitives	8296	8949
Ordonnances pénales frappées d'opposition et renvoyées au juge de police	373	449
Ordonnances de conversion de peines pécuniaires ou d'amendes	2794	2651

	<b>2021</b>	<b>2022</b>
Acte d'accusation avec renvoi au juge de police	285	232
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal d'arrondissement	93	78
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal économique	4	8
Acte d'accusation avec renvoi au Tribunal pénal des mineurs	4	6
Acte d'accusation, procédure simplifiée	107	82

	<b>2021</b>	<b>2022</b>
Ordonnances définitives du juge d'application des peines	17	11
Ordonnances frappées d'opposition du juge d'application des peines	0	0

	<b>2021</b>	<b>2022</b>
Nombre de personnes en détention provisoire	242	197
Nombre de jours de détention	20106	22444

	<b>2021</b>	<b>2022</b>
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal cantonal (Chambre pénale et Cour d'appel pénal)	22	14
Nombre de recours interjetés par les procureurs devant le Tribunal fédéral	0	4

	<b>2021</b>	<b>2022</b>
Nombre de refus d'approbation du procureur général aux ordonnances de non entrée en matière, de suspension et de classement	0	1
Nombre d'opposition du procureur général aux ordonnances pénales	0	0

Fribourg, le 23 janvier 2023

Fabien Gasser  
Procureur général

Raphaël Brenta  
Greffier-chef

---

## 1.1 Bericht über die Tätigkeit der Staatsanwaltschaft im Jahre 2022

### 1.1.1 Allgemeines

#### 1.1.1.1 Allgemeine Bemerkungen

Das Jahr 2022 war von den Bundesparlamentsentscheidungen zur Änderung der Strafprozessordnung stark geprägt. Die Anregungen der Staatsanwaltschaften wurden weitgehend ignoriert. Das Mitwirkungsrecht der Parteien, das zu verschiedenen Verfahrensschwierigkeiten führt, wurde nicht geändert. Hingegen wurde das Beschwerderecht der Staatsanwaltschaft gegen Haftentlassungsentscheide aufgehoben und andere Verfahrenszwänge hinzugefügt: Pflicht zur Einvernahme aller Personen, denen eine unbedingte Freiheitsstrafe droht; Pflicht, alle potentiell Geschädigten vor Erlass eines Strafbefehls zu informieren; Einführung einer dreitägigen Sperrfrist für die Verwertung von Beschlagnahmen. Wir stehen vor einem Paradox: auf der einen Seite will der Bundesgesetzgeber den Deliktskatalog regelmässig ausweiten und auf der anderen Seite macht er das Verfahren so komplex, dass die Justizbehörden überlastet werden.

Die Staatsanwaltschaft beteiligte sich auch am Vernehmlassungsverfahren zur laufenden Revision des Sexualstrafrechts. Eine Freiburger Staatsanwältin hat sich vor der Kommission für Rechtsfragen des Ständerates geäussert. Die Staatsanwaltschaften sind der Meinung, dass die «Ja ist Ja»-Lösung nur scheinbar eine gute Idee ist. Diese bewirkt in erster Linie, dass sexuelle Beziehungen von vornherein unzulässig werden, was einen wesentlichen Paradigmenwechsel darstellt. Jedoch wird die Beweislast weiterhin bei der Anklage liegen und die Unschuldsvermutung die Regel bleiben.

Im Jahr 2022 verzeichnete die Staatsanwaltschaft im Vergleich zum Vorjahr eine Zunahme der Zahl der registrierten Verfahren (+ 1366 Einheiten), der erledigten Strafverfahren (+ 572 Einheiten) und insbesondere der rechtskräftigen Strafbefehle (+ 653 Einheiten). Umgekehrt nahm auch die Zahl der am 31. Dezember 2022 hängigen Dossiers zu (+ 730 Einheiten), und der Anteil der Fälle, die innert drei Monaten nach ihrer Registrierung erledigt wurden, reduzierte sich auf rund 59% (- 2.5 Punkte). Die Zahl der Überweisungen an die Gerichte ist nach wie vor hoch, wenn auch im Jahr 2022 rückläufig (- 87 Einheiten). Schliesslich ging die Zahl der Inhaftierten zurück (- 45 Inhaftierten), doch nahm die Zahl der Hafttage weiter zu (22'444 im Jahr 2022 gegenüber 20'106 im Jahr 2021).

Das Amt für Personal und Organisation des Kantons Freiburg hat im Frühjahr 2022 bei allen Mitarbeitenden<sup>17</sup> der Verwaltung eine Umfrage durchgeführt. Die Ergebnisse haben gezeigt, dass das Personal der Staatsanwaltschaft insgesamt mit seiner beruflichen Situation zufrieden ist. Staatsanwälte und Mitarbeiter betonten jedoch neben wenig attraktiven Sozial- und Lohnnebenleistungen ihre hohe Arbeitsbelastung, welche sie nicht daran hinderte, bei einem im vergangenen Juni stattgefundenen Vorstellungstag der Staatsanwaltschaft für die Öffentlichkeit mitzumachen. Das unermüdliche Engagement des gesamten Personals bei der Erledigung der ordentlichen Aufgaben und sein Einsatz am 25. Juni beweisen eindrücklich seine ausserordentlichen Qualitäten, von denen es die Dienststelle profitieren lässt. Der vorliegende Bericht möchte auch den Staatsanwälten und den Mitarbeitern der Staatsanwaltschaft den herzlichen Dank der Unterzeichnenden aussprechen.

Die Staatsanwaltschaft hatte beim Staatsrat ein Gesuch gestellt um Erhöhung seines Personalbestands um drei Vollzeitstellen (3 VZÄ<sup>18</sup>); diesem Antrag wurde mit der Aufnahme eines neuen Teams (1 Staatsanwalt-VZÄ, 1 Gerichtsschreiber-VZÄ und 1 Sekretariats-VZÄ) in den Finanzplan stattgegeben. Das neue Team wird frühestens 2024 eingerichtet werden, aber diese Nachricht stellt eine Anerkennung der hervorragenden Arbeit dar, die von allen Teams der Staatsanwaltschaft geleistet wird.

---

<sup>17</sup> Die männlichen Bezeichnungen in diesem Bericht beziehen sich unterschiedslos auf alle Geschlechter.

<sup>18</sup> Vollzeitäquivalenz

## 1.1.1.2 Das Personal

### 1.1.1.2.1 Die Staatsanwältinnen und Staatsanwälte

#### Ressourcen Magistratspersonen - Vollzeitäquivalente VZÄ am 31.12.

Name/Vorname	Funktion	2021	2022
Gasser Fabien	Generalstaatsanwalt	1	1
Bourquin Raphaël	Stellvertretender Generalstaatsanwalt	1	1
Chocomeli-Lisibach Alessia	Stellvertretende Generalstaatsanwältin	1	1
Amara Stéphanie	Staatsanwältin	0.8	0.8
Barboni Philippe	Staatsanwalt	1	1
Bugnon Marc	Staatsanwalt	1	1
Chardonnens Sandrine (Mooser Jean-Luc bis am 31.12.2021)	Staatsanwältin	1	1
Chassot Frédéric	Staatsanwalt	1	1
Christinaz Catherine	Staatsanwältin	0.8	1
Dieu Bach Christiana	Staatsanwältin	1	1
Genoud Patrick	Staatsanwalt	0.8	0.8
Hauser Liliane	Staatsanwältin	1	1
Hurni Sonja	Staatsanwältin	0.8	0.8
Moschini Laurent	Staatsanwalt	1	1
Schmutz Jean-Frédéric	Staatsanwalt	1	1
<b>Total VZÄ am 31.12.</b>		<b>14.2</b>	<b>14.4</b>

Nach den Rücktritten von Markus Julmy und Jean-Luc Mooser im Jahr 2021 wird eine weitere prominente Persönlichkeit der Strafverfolgung per 30. April 2023 in den Ruhestand treten: der ehemalige Präsident des Untersuchungsamtes Jean-Frédéric Schmutz. Ihm sei an dieser Stelle für die fast 25 Jahre gedankt, die er seiner ehrenwerten Aufgabe gewidmet hat, und für seinen unermüdlichen Einsatz im Kampf gegen Drogenhändler, sei es in internationalen Netzwerken oder auf lokaler Ebene.

Anfang Februar 2022 begrüsst die Staatsanwaltschaft Sandrine Chardonnens als Nachfolgerin von Jean-Luc Mooser. Zudem freut sich das Amt, im Frühjahr 2023 Julien Aubry als Nachfolger von Jean-Frédéric Schmutz begrüßen zu dürfen.

Die Staatsanwälte haben 2022 weiterhin als Lehrer, Lehrbeauftragte oder Referenten gewirkt:

- Bei dem Interregionalen Polizei-Ausbildungszentrum<sup>19</sup>: Philippe Barboni und Liliane Hauser;
- Beim Departement für Sonderpädagogik der Universität Freiburg als Lehrbeauftragter: Marc Bugnon;
- Bei der Hochschule für Gesundheit Freiburg als Lehrbeauftragte: Stéphanie Amara;
- Und bei der Ecole romande de la magistrature pénale<sup>20</sup> für das Certificate of Advanced Studies in der Magistrature pénale<sup>21</sup>: Frédéric Chassot.

Weiter können folgende Mandate der Staatsanwälte in verschiedenen Institutionen, Kommissionen und anderen Arbeitsgruppen aufgelistet werden:

<sup>19</sup> Nachfolgend IPAZ  
<sup>20</sup> Nachfolgend ERMP  
<sup>21</sup> Nachfolgend CAS MAP

- In der Arbeitsgruppe mit den Spitälern zur Bestimmung der Intervention der Justiz bei ärztlichen Fehlverhalten: Philippe Barboni;
- In der Arbeitsgruppe «Gesundheits- und Justizdialog»: Philippe Barboni;
- In der Anwaltsprüfungskommission: Christiana Dieu-Bach;
- In der Westschweizer Arbeitsgruppe für die Bekämpfung des Dopings: Laurent Moschini;
- In der Kommission der Schweizerischen Staatsanwälte-Konferenz<sup>22</sup> und der Conférence Latine des Procureurs<sup>23</sup>: Frédéric Chassot (COMINTEL), Christiana Dieu-Bach (Arbeitsgruppen «Organisierte Kriminalität» und «Psychiatrie und Rechtsmedizin»), Patrick Genoud (Transportkommission), Catherine Christinaz (COMAMAL, Arbeitsgruppen «Organisierte Kriminalität» und «Sicherheit der Magistraten»), Philippe Barboni und Sonja Hurni (COMASTUP), Liliane Hauser (Arbeitsgruppe «Strafzumessung»);
- Im Direktionsbüro der Koordinationsstelle gegen Menschenhandel und –schmuggel (KSMM): Catherine Christinaz;
- In der kantonalen Kommission gegen häusliche Gewalt: Marc Bugnon;
- In der kantonalen beratenden Kommission im Bereich der Prostitution: Catherine Christinaz;
- In der kantonalen Koordinationsgruppe OHG: Catherine Christinaz;
- Am kantonalen Runden Tisch – Zusammenarbeit zur Bekämpfung des Menschenhandels: Catherine Christinaz;
- In der Arbeitsgruppe «DNA-Profil-Verordnung»: Sandrine Chardonnes;
- In der Arbeitsgruppe der Hooliganismus: Laurent Moschini;
- In der Arbeitsgruppe «Bekämpfung von ungesittetem Verhalten»: Christiana Dieu-Bach;
- In der kantonalen Kommission für Suchtfragen: Philippe Barboni;
- In der Stiftung der lateinischen Schweiz «Pilotprojekte – Sucht»: Philippe Barboni;
- In der Arbeitsgruppe «FMÜ Architekturboard»: Frédéric Chassot;
- In der Arbeitsgruppe «Cybercase»: Frédéric Chassot;
- Sounding Board HR-Politik des Staates Freiburg: Marc Bugnon;
- In der Arbeitsgruppe mit der Polizei «Diskriminierung und Hass gegen LGBT+ Minderheiten»: Stéphanie Amara;
- In der Arbeitsgruppe der Abteilung Bedrohungsmanagement (ABM): Christiana Dieu-Bach.

Zudem wurde im Jahr 2022 die Kantonspolizei von Philippe Barboni (Kader der bürgernahen Polizei) und Sonja Hurni (Ausbildung «melius») geschult. Ferner wurden Vorträge im Rahmen der juristischen Studienabende des Bundesgerichts und des Waadtländer Anwaltsverbands von Sandrine Chardonnes und bei der Berufsfachschule Soziales-Gesundheit (ESSG) in Posieux von Marc Bugnon gehalten.

Schliesslich präsierte Sonja Hurni mit Bravour das Organisationskomitee der Generalversammlung der CLP vom September 2022 in Freiburg.

<sup>22</sup> Nachfolgend SSK

<sup>23</sup> Nachfolgend CLP

---

#### 1.1.1.2.2 Die Direktion der Staatsanwaltschaft

Am Ende des Winters 2022 konnte die Staatsanwaltschaft alle Massnahmen aufheben, die nach der COVID-19 Pandemie angeordnet worden waren. Sobald sich die Gesundheitssituation verbessert hatte, wollte der Generalstaatsanwalt mit allen Mitarbeitenden der Staatsanwaltschaft persönlich zusammentreffen; es war ihm ein Anliegen, zu erfahren, wie sie diese aussergewöhnliche Zeit erlebt hatten und welche Erwartungen sie hatten.

Ab Ende März 2022 konnte die Staatsanwaltschaft ihr Schulungsprogramm wiederaufnehmen. So bot sie Schulungen zu den Themen "Sensibilisierung und Kenntnis der LGBTIQ+ Gemeinschaft" (31.03.), "Forensische Informatik" (06.04.), eine Präsentation über den Fortschritt der E-Justiz-Projekte (9. Und 14.06.), einen Schulungstag zu derart unterschiedlichen Themen wie der Europäischen Menschenrechtskonvention, Analysemöglichkeiten bei Unfällen oder der Situation von Pflegekräften im Zusammenhang mit Gewalt (23.09.), eine Schulung zur internen Sicherheit (16.11), eine Phishing-Prävention (Dezember) und eine Schulung zur Einführung des zentralisierten Druckens (Exped) durch e-Justiz (Dezember).

Im Jahr 2022 traf sich der Generalstaatsanwalt mit jedem Staatsanwalt während zwei formalisierten Einzelsitzungen zusammen. Er leitete zwei Plenarsitzungen der Staatsanwälte und berief 29 Direktionssitzungen ein, darunter eine Sitzung im Freien. Im September fand ein Treffen in Form einer Weiterbildung der Mitarbeitenden - Gerichtsschreiber und Sekretärinnen - statt. Zudem erfolgte eine wöchentliche interne Information über die News auf der Intranetseite der Staatsanwaltschaft.

Per 31. Dezember 2022 verfügte die Staatsanwaltschaft über 35 Richtlinien (von denen 24 auf ihrer Website veröffentlicht wurden<sup>24</sup>), wobei im Juni die Richtlinie Nr. 1.17 über die Behandlung von Fällen mit Verdacht auf Vergiftung durch GHB oder eine andere Substanz mit ähnlicher Wirkung in Kraft trat. Es wurde eine Pressekonferenz organisiert, um die Öffentlichkeit zu informieren und die Opfer zu ermutigen, sich zu melden.

Im Laufe des Jahres wurde die Staatsanwaltschaft 16 Mal gebeten, sich im Rahmen von eidgenössischen oder kantonalen Gesetzesvorlagen sowie zu Fragen von Abgeordneten zu äussern. In vier Fällen reichte sie ausführliche Stellungnahmen ein. Bei den restlichen 12 Vernehmlassungen verzichtete sie auf eine Stellungnahme, da sie entweder der Ansicht war, dass die neuen Bestimmungen oder die vorgeschlagenen Änderungen keine Folgen auf sie haben würden, oder weil sie mit diesen voll und ganz einverstanden war.

Der Generalstaatsanwalt hat viel Arbeit in das Programm zur Harmonisierung der Informatik in der Strafjustiz (HIS-Programm) investiert, indem er seine Aufgaben klargestellt und die Kommunikation rund um das Programm verstärkt hat. Um die Koordination aller IT-Bemühungen zu gewährleisten, trat er zudem ab März 2022 dem Projektausschuss für Justitia 4.0 bei. Mit seiner Beteiligung am Freiburger E-Justiz-Programm widmet der Generalstaatsanwalt nicht weniger als ein Drittel seiner Arbeitszeit der Digitalisierung.

Nach seiner Wiederwahl im November 2022 bleibt Fabien Gasser auch Vizepräsident der Schweizerischen Staatsanwaltskonferenz. Diese Konferenz, die 2020 mit der Einstellung eines Generalsekretariats professionalisiert wurde, wird zu einem anerkannten Partner, der von den politischen und administrativen Behörden des Bundes konsultiert wird. Seine weiteren Verpflichtungen sind die im Bericht 2021 erwähnten (COFIL e-Justice, IT-Kommission der Justizbehörden, Threat Management Unit und Freiburger Vereinigung der Richter und Staatsanwälte). Darüber hinaus bleibt er weiterhin für Strafsachen zuständig, die die Polizei oder die Richterschaft betreffen, und, in Zusammenarbeit mit seinen Stellvertretern, für heikle Verfahren. Er beaufsichtigt die Überweisung von Fällen an Schlichtungs- und Mediationsstellen, wobei er von einer engagierten Sekretärin unterstützt wird.

Schliesslich führte der Generalstaatsanwalt verschiedene Schulungen im Zusammenhang mit der Freiburger Erfahrung in der Mediation, im Rahmen der beim Freiburger Netzwerk für psychische Gesundheit (FNPG) stattgefundenen Gesundheits- und Justiztagung, dann beim Weiterbildungstag des Schweizerischen Anwaltsverbands in Neuenburg und beim CAS in Mediation durch, das vom Weiterbildungsinstitut der Universität Freiburg eingerichtet wurde. Darüber hinaus war er Referent am Weiterbildungstag für Polizeikader der Westschweiz, der vom Schweizerischen Polizei-Institut in Lavey organisiert wurde.

---

<sup>24</sup> [www.fr.ch/mp](http://www.fr.ch/mp).

---

Die stellvertretende Generalstaatsanwältin Alessia Chocomeli-Lisibach ist ihrerseits Mitglied der Kommission für Wirtschaftskriminalität der SSK. Auf kantonaler Ebene ist sie Mitglied des Justizrates sowie der Arbeitsgruppe «Leichenhebung» mit der Kantonspolizei, dem Universitätszentrum für Rechtsmedizin in Lausanne und der Vereinigung der Freiburger Ärzte. Schliesslich hat sie den Finanzbrigaden der Kantonspolizeien der Westschweiz und des Tessins eine Schulung erteilt und Kurse im Rahmen der Vereinigung der Freiburger Anwaltspraktikanten abgehalten.

Der stellvertretende Generalstaatsanwalt Raphaël Bourquin ist Präsident der CLP, Mitglied der beratenden Kommission für bedingte Entlassung und Prüfung der Gefährlichkeit, des kantonalen Rates für Prävention und Sicherheit (KRPS), von Vigipol und von Arbeitsgruppen mit der Kantonspolizei (Sicherheitspolizei und Gendarmerie). Er ist ebenfalls Mitglied einer Arbeitsgruppe, die Vollstreckungsfragen regelt (zusammen mit dem Amt für die Vollstreckung strafrechtlicher Sanktionen und Bewährungshilfe<sup>25</sup>), und einer weiteren, die sich mit der Einführung der elektronischen Fussfessel befasst. Er amtiert als Kontaktperson (SPOC) für Terrorismusfragen. Er ist der Ansprechpartner der Staatsanwaltschaft bei der Freiburger Kantonspolizei, dem Anwaltsverband und der ERMP. Er ist auch Referent für das CAS MAP. Schliesslich ist er Dozent beim IPAZ und nimmt in diesem Rahmen an fiktiven Prozessen teil.

Die Hauptaufgabe der Chefgerichtsschreiberin Isabelle Chablais ist die Personalverwaltung. Neben ihrer Tätigkeit bei der Staatsanwaltschaft war Isabelle Chablais während des Jahres 2022 weiterhin als "Product Owner" des Projekts "Digitale Beweise" in das E-Justice-Programm involviert. Sie beendete diese Funktion per 31. Dezember 2022. Der weiterhin hauptsächlich für die Einführung von Geschäftsprozessen zuständige Chefgerichtsschreiber Raphaël Brenta vertrat die Staatsanwaltschaft in der von der Kantonspolizei eingesetzten "Gerichtskommission" und hat einen Sitz in der Arbeitsgruppe der Westschweizer Staatsanwaltschaften, die sich mit der Ausbildung von Dolmetschern befasst. Schliesslich ist Kanzleichef Mathieu Chappuis für die allgemeine Verwaltung und die Buchhaltung zuständig und Mitglied des Informatikbüros der Justizbehörden, des COSPEC (Fachausschuss, als "Botschafter") sowie der Immobilienkommission der Pensionskasse des Staatspersonals Freiburg. Er beteiligt sich auch an den Arbeiten von e-Justice (insbesondere als Ansprechpartner für den zentralisierten Druck) und hat bei der Entwicklung des neuen SAP (SAP4ANA) mitgeholfen.

Im Jahr 2022 nahm eine Delegation der Direktion an einem Treffen mit dem Vorstandsvorsitzenden des Freiburger Anwaltsverbands teil. Ebenfalls im Jahr 2022 wurde die Staatsanwaltschaft von einer Delegation oder einem Mitglied der Direktion der Vereinigung der Rechtsstudierenden der Universität Freiburg, den Mitarbeitenden des JVBHA und den Gendarmen in Ausbildung beim IPAZ vorgestellt. Die Staatsanwaltschaft unterstützte auch den von der Kantonspolizei organisierten "Zukunftstag".

Im Jahr 2022 setzten der Chefgerichtsschreiber Raphaël Brenta und die Gerichtsschreiberin Murielle Decurtins ihre Tätigkeit als Sprecher der Staatsanwaltschaft fort. So beantworteten sie Medienanfragen (154 im Jahr 2022 gegenüber 120 im Jahr 2021) und sie verfassten und verbreiteten vier Pressemitteilungen (idem im Jahr 2021). Durch die Gerichtsschreiber Serge Molliet und Aline Frossard organisierte die Staatsanwaltschaft zudem 47 Einsichtnahmen durch Journalisten in Verfügungsordnern (55 im Jahr 2021). Schliesslich ist der Chefgerichtsschreiber Mitglied der Schweizerischen Konferenz der Kommunikationsbeauftragten der Staatsanwaltschaften (CCCMP/SKIS).

---

<sup>25</sup> Nachfolgend JVBHA.

#### 1.1.1.2.3 Die Mitarbeitenden (Gerichtsschreiberei und Sekretariat)

<b>Vollzeitäquivalente VZÄ am 31.12.</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>
Total VZÄ <b>Gerichtsschreiber/innen</b> (Festanstellung)	16.5	15.6 <sup>26</sup>
Total VZÄ <b>Wirtschaftsberater/in</b>	0.8	1.3
Total VZÄ <b>Juristische Praktikanten/Praktikantinnen</b>	5	5
Total VZÄ <b>Verwaltungsmitarbeitende</b> (Festanstellung)	18.4	18
Total VZÄ <b>Auszubildende Verwaltungsmitarbeitende</b>	2	2
<b>Total</b>	<b>42.7</b>	<b>41.9</b>

Im Jahr 2022 hat die Staatsanwaltschaft Maria Limani, Sabrina Fasel, Céline Turan, Alicia Pugin und Nicole Machado als Sekretärinnen, Heidi Piller als Buchhaltungssekretärin, Isabelle Clivaz und Michèle Stritt als Gerichtsschreiberinnen, Nicolas Masson als Wirtschaftsberater und Julien Santos Paiva als Auszubildenden eingestellt. Ebenfalls im Laufe des Jahres empfing die Staatsanwaltschaft zehn Juristen nach Masterabschluss für ein sechsmonatiges Praktikum als Gerichtsschreiber, zwei Universitätsstudenten für ein zweimonatiges Praktikum im Rahmen ihrer Seminararbeit sowie zwei Auszubildende der JVBHA für ein zweiwöchiges Praktikum. Darüber hinaus wurden eintägige Praktika für sechs IPAZ-Aspiranten der Sicherheitspolizei und für zwei Jugendliche auf Lehrstellensuche organisiert.

Zwei Gerichtsschreiber absolvierten 2022 die CAS MAP-Ausbildung und zwei Sekretärinnen die im Rahmen des CIFPol erteilten Rechtskurse.

#### 1.1.1.2.4 Die Buchhaltungsabteilung

Im Jahr 2022 gewährte der Buchhaltungsdienst der Staatsanwaltschaft 3'179 (2'018 im Jahr 2021<sup>27</sup>) Ratenzahlungen, erstellte 4'444 (4'234) Mahnungen und 1'128 (1'158) Saldomahnungen, beantragte 381 (215) Beteiligungen und verarbeitete 2'651 (2'794) Umwandlungen von Bussen in Freiheitsstrafen.

Der Betrag der in Rechnung gestellten Bussen beläuft sich für das Jahr 2022 auf CHF 7'425'250.79 (10'752'763.95, unter Berücksichtigung der Zahlung einer Busse von CHF 4'200'000.00, die aufgrund eines Beschlusses der Bundesanwaltschaft angeordnet wurde), während er mit CHF 7'663'000.00 (7'663'000.00) budgetiert war. Der durch die Umwandlung von Bussen eingenommene Betrag belief sich auf CHF 1'126'374.39 (CHF 1'241'595.95). Die Buchhaltungsabteilung verbuchte im Jahr 2022 93'664 (92'944) Buchungen.

Zu den Änderungen, die die Buchhaltung im Jahr 2022 vornimmt, gehört die Umstellung auf das computergestützte Betriebssystem "Collecta", das gemeinsame Vorgehensweisen für alle staatlichen Stellen ermöglicht hat, sowie die Einführung von Rechnungen im QR-Format.

#### 1.1.1.3 Verschiedenes

Das Jahr 2022 wurde sehr positiv vom Tag der offenen Türen der Staatsanwaltschaft geprägt, der am 25. Juni 2022 stattfand. Mehr als 500 Personen konnten so an dieser Veranstaltung teilnehmen, die als Theaterstück durchgeführt wurde und dreimal gespielt wurde (zweimal auf Französisch und einmal auf Deutsch). Drei Szenarien illustrierten vor dem Hintergrund eines Mordfalles eine Leichenenthebung, eine Einvernahme und eine Gerichtsverhandlung. Diese notwendige Öffnung für die Öffentlichkeit wurde durch das Engagement und der Begeisterung der Staatsanwälte und Mitarbeiter der Staatsanwaltschaft sowie durch die freundschaftliche und kompetente Teilnahme von Beamten der

<sup>26</sup> In den Jahren 2020 und 2021 wies der Bericht auf eine nicht ständige Gerichtsschreiberstelle, die mithilfe eines ausserordentlichen Budgets erhalten wurde.

<sup>27</sup> Die Zahl in Klammern verweist immer auf das Jahr 2021.

---

Kantonspolizei, der Vorsteherin des Anwaltsverbands, einer ehemaligen Vorsteherin des besagten Verbandes, und zwei Strafgerichtspräsidenten ermöglicht. Ihnen allen sei an dieser Stelle herzlich gedankt.

Die IT-Projekte schreiten voran und die Staatsanwaltschaft sollte in der Lage sein, im Laufe des Jahres 2023 das Tool "digitale Beweise" einzuführen, das sich auf die Übermittlung von computergestützten Beweisen von der Polizei an die Justizbehörden auswirkt. Darüber hinaus bereitete sich die Staatsanwaltschaft auf die Einführung der neuen Anwendung VOSTRA im Januar 2023 vor, die ihr einen Online-Zugang zum zentralen Strafregister ermöglicht. Das Jahr 2022 war auch geprägt von der Erneuerung des Informatikparks der Staatsanwaltschaft sowie ihrer Videokonferenzanlage.

Unter der Leitung des Amtes für Personal und Organisation wurde eine Zufriedenheitsstudie beim gesamten Staatspersonal durchgeführt. Das Ergebnis, das das Personal der Staatsanwaltschaft betrifft, zeigt, dass die sehr hohe Arbeitsbelastung die Hauptsorge ist. In diesem Sinne ist eine Personalaufstockung unerlässlich, so schnell wie möglich.

Die Staatsanwaltschaft hat eine Vereinbarung mit der Ärztevereinigung Freiburg (MFÄF) unterzeichnet und ihre Richtlinie Leichenhebung angepasst, wodurch die Modalitäten des Einsatzes der Bereitschaftsärzte (oder der Hausärzte) geregelt werden.

Die Staatsanwaltschaft, die von der angekündigten Energiekrise betroffen ist, unterstützte die vom Staatsrat im September 2022 angeordneten Sparmassnahmen, indem sie für ihr Personal zusätzliche Regeln erliess, die zu einer sparsamen Stromnutzung anregen sollen, um sich an der gemeinsamen Anstrengung zu beteiligen.

Schliesslich führte die Staatsanwaltschaft im Jahr 2022 unter Einbezug der Kantonspolizei und der anderen Akteure der Justiz Arbeiten durch, um dem Amt für Justiz einheitliche Empfehlungen für die Vergütung von Dolmetschern vorzuschlagen.

#### 1.1.1.4 Herausforderungen und Perspektiven

Die Staatsanwaltschaft steht im Jahr 2023 vor riesigen Herausforderungen. Sie sind zum einen in den IT-Projekten und der gesetzlichen Verpflichtung zu suchen, an einer elektronischen Gerichtsakte zu arbeiten, deren Termin immer näher rückt. Der Kanton Freiburg hat mit der Schaffung des Programms e-Justice bewiesen, dass er diese Aufgabe sehr ernst nimmt. Allerdings erfordert ein solches Programm die Bereitstellung umfangreicher fachlicher Ressourcen und einige Akteure der Justiz sind neben ihren normalen gerichtlichen oder administrativen Aufgaben extrem stark in den digitalen Übergang eingebunden. Das Tempo ist sehr hoch und es muss darauf geachtet werden, dass die Energie der einen oder anderen nicht erschöpft wird.

Sie sind zum anderen in den Änderungen der Strafprozessordnung und ihrer Umsetzung in einem Kontext der Arbeitsüberlastung zu suchen. Wie sich seit der Einführung der Strafprozessordnung von 2011 zeigt, ist es schwierig, pragmatisch vorzugehen, da das Verfahren so starr sein soll. Zudem ist es unmöglich, Prioritäten zu setzen, da der Staat nicht darauf verzichten kann, die ihm angezeigten Straftaten zu behandeln.

Die Staatsanwaltschaft blickt dennoch gelassen in die Zukunft, da sie sich auf die Qualität ihres Personals verlassen kann, langfristig von der Personalaufstockung profitieren wird und ihre Stärke aus der kontinuierlichen Verbesserung ihrer Arbeitsprozesse ziehen kann.

## 1.1.2 Statistischer Teil

### 1.1.2.1 Im Allgemeinen

	2021	2022
eingetragene Verfahren <sup>28</sup>	13917	15283
erledigte Verfahren	14127	14699
hängige Verfahren am 31.12.	4547	5277
davon alte Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts <sup>29</sup>	646	790

### 1.1.2.2 Eingetragene und hängige Verfahren

#### 1.1.2.2.1 Eingetragene Verfahren

Verteilung der eingetragenen Verfahren	2021	2022
Verfahren gegen erwachsene Beschuldigte	13903	15272
Verfahren vor dem Jugendstrafgericht mit Teilnahme des Jugendstaatsanwalts	5	5
Verfahren des Strafvollzugsrichters	9	6
<b>Total</b>	<b>13917</b>	<b>15283</b>

	2021	2022
Verfahren gegen bekannte Täter	12506	13672
Verfahren gegen unbekannte Täter	1411	1611

	2021	2022
französischsprachige Verfahren	11975 (86.04%)	13062 (85.47%)
deutschsprachige Verfahren	1942 (13.96%)	2221 (14.53%)

#### 1.1.2.2.2 Hängige Verfahren

	2021	2022
in Untersuchung (unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts),	4370	5064
davon sistiert (Art. 314 Abs. 1 Bst. b bis d StPO)	177	213
<b>Total</b>	<b>4547</b>	<b>5277</b>

<sup>28</sup> In allen nachfolgenden statistischen Zahlen entspricht eine Einheit einer beschuldigten Person. Es ist indessen möglich, dass sich in einem physischen Strafdossier mehrere Beschuldigte zusammengefasst wiederfinden.

<sup>29</sup> d.h. offen seit mehr als 12 Monaten.

### 1.1.2.2.3 Ältere hängige Verfahren

	2021	2022
Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts, die vor mehr als 12 Monaten eröffnet wurden	646 (davon 83 suspendierte Verfahren)	790 (davon 87 suspendierte Verfahren)

Am 31.12.2021 offene Verfahren unter der Zuständigkeit des Staatsanwalts, nach Jahr der Verfahrenseröffnung:

2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Total
2	4	7	18	24	34	89	138	474	790

### 1.1.2.3 Einer anderen Instanz überwiesene oder erledigte Verfahren

#### 1.1.2.3.1 Im Allgemeinen

	2021	2022
Nichtanhandnahmeverfügungen	1651	1547
davon Fälle von Leichenhebungen	154	149
Sistierungsverfügungen	894	945
Einstellungsverfügungen	919	826
Strafbefehle	8669	9398
Anklageschriften	493	406
selbständige Einziehungsverfahren	0	0
selbständige nachträgliche Entscheidungen	17	11
Unzuständigkeitsentscheide	615	702
Übermittlungen an den Oberamtmann (ohne gesetzliche Versöhnungsversuche)	3	1
Übermittlungen an die Kantonspolizei	263	273
Verfügungen betreffend Umwandlung von Geldstrafen und Bussen	2974	2651
Nationale Rechtshilfegesuche	32	23
Internationale Rechtshilfegesuche	74	115
Klassierungen ohne Folge	91	114

#### 1.1.2.3.2 Strafbefehle

Strafbefehle und Umwandlungsverfügungen	2021	2022
rechtskräftige Strafbefehle	8296	8949
Einsprachen gegen Strafbefehle mit Überweisung an den Polizeirichter	373	449
<b>Total</b>	<b>8669</b>	<b>9398</b>

#### 1.1.2.3.3 Anklageschriften

	2021	2022
Anklageschriften mit Überweisung an den Polizeirichter	285	232
Anklageschriften mit Überweisung an das Bezirksstrafgericht	93	78
Anklageschriften mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	4	8
Anklageschriften mit Überweisung an das Jugendstrafgericht	4	6
Anklageschriften, abgekürztes Verfahren	106	82
mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	1	0
<b>Total</b>	<b>493</b>	<b>406</b>

#### 1.1.2.3.4 Selbständige nachträgliche Entscheidungen

Verfügungen des Strafvollzugsrichters	2021	2022
rechtskräftige Verfügungen des Strafvollzugsrichters	17	11
Einsprachen gegen Verfügungen des Strafvollzugsrichters	0	0
<b>Total</b>	<b>17</b>	<b>11</b>

#### 1.1.2.3.5 Verfahrensdauer

Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen sowie rechtskräftige Strafbefehle	2021	2022
0 bis 1 Monat	25.05%	16.29%
1 bis 2 Monate	23.92%	24.16%
2 bis 3 Monate	13.06%	19.08%
3 bis 6 Monate	21.84%	25.28%
6 bis 12 Monate	10.93%	10.26%
12 bis 18 Monate	2.91%	2.78%
18 bis 24 Monate	0.94%	0.93%
24 bis 36 Monate	0.65%	0.69%
mehr als 36 Monate	0.70%	0.53%

### 1.1.2.3.6 Verfügungen nach Deliktsart<sup>30</sup>

<b>Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen sowie rechtskräftige Strafbefehle</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>
Strafbare Handlungen gegen Leib und Leben (Art. 111 ff. StGB)	13	16
davon Fälle von fahrlässiger Tötung (Art. 117 StGB)	11	14
Strafbare Handlungen gegen die körperliche Integrität (Art. 122 ff. StGB)	776	976
davon Fälle mit Gewaltdelikten (Art. 122, 133 und 134 StGB)	75	58
Strafbare Handlungen gegen das Vermögen (Art. 137 ff. StGB)	2236	2394
Strafbare Handlungen gegen die sexuelle Integrität (Art. 187 ff. StGB)	104	147
davon Fälle mit dem Straftatbestand der Pornografie (Art. 197 StGB)	17	33
Andere Widerhandlungen gegen das Strafgesetzbuch	3367	3435
Widerhandlungen gegen das Strassenverkehrsgesetz	4428	4977
Widerhandlungen gegen das Bundesgesetz über die Betäubungsmittel	1095	1095
davon Fälle, welche namentlich den Konsum von Betäubungsmitteln betreffen (Art. 19a BetmG)	918	976
Widerhandlungen gegen das Bundesgesetz über die Personenbeförderung	2267	2762
Widerhandlungen gegen andere Spezialgesetze <sup>31</sup>	2850	2831
Widerhandlungen «Covid-19»	429	54

### 1.1.2.4 Untersuchungshaft

	<b>2021</b>	<b>2022</b>
Anzahl Personen in Untersuchungshaft	242	197
Anzahl Hafttage	20106	22444

### 1.1.2.5 Beschwerden

<b>Von den Staatsanwälten eingereichte Beschwerden</b>	<b>2021</b>	<b>2022</b>
Anzahl Beschwerden bzw. Berufung, die von den Staatsanwälten beim Kantonsgericht eingereicht wurden (Strafkammer bzw. Strafappellationshof)	22	14
Anzahl Beschwerden der Staatsanwälte an das Bundesgericht	0	4

<sup>30</sup> Angesichts der Kumulation der strafbaren Handlungen kann dieselbe Verfügung mehrmals erfasst sein.

<sup>31</sup> Einführungsgesetz zum Strafgesetzbuch, Bundesgesetz über die Ausländerinnen und Ausländer, Bundesgesetz über Waffen, Waffenzubehör und Munition.

---

### 1.1.2.6 Verteidiger

	2021	2022
Anzahl Bestellungen als amtlicher oder unentgeltlicher Verteidiger,	371	404
davon nach Turnusliste	49	50

Der von der beschuldigten Person gewählte notwendige Verteidiger wird in der Turnusliste nicht berücksichtigt (vgl. Richtlinie 1.7 des Generalstaatsanwalts vom 12. Januar 2011 betreffend die Bestellung der Verteidiger, Ziffer 5); diese Regel erklärt den Unterschied zwischen der Gesamtzahl der amtlichen Verteidiger und jener gemäss Turnusliste.

### 1.1.2.7 Kontrolle durch den Generalstaatsanwalt

Vor- und Nachkontrolle der Verfügungen der Staatsanwälte, der Oberämter und des Jugendstrafergerichts	2021	2022
Verweigerung der Genehmigung von Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen	0	1
Einsprachen gegen Strafbefehle	0	0

## Beilage

### 1.1.3 Statistische Tabelle

	2021	2022
Eingetragene Verfahren	13917	15283
Eingetragene Verfahren gegen bekannte Täter	12506	13672
Eingetragene Verfahren gegen unbekannte Täter	1411	1611
Eingetragene französischsprachige Verfahren	11975	13062
Eingetragene deutschsprachige Verfahren	1942	2221
Eingetragene ordentliche Verfahren gegen erwachsene Beschuldigte	13903	15272
Eingetragene Verfahren vor dem Jugendgericht mit Teilnahme des Jugendstaatsanwalts	5	5
Eingetragene Verfahren des Strafvollzugsrichters	9	6
	<b>2021</b>	<b>2022</b>
Hängige Verfahren	4370	5277
Hängige sistierte Verfahren (Art. 314 Abs. 1 Bst. b bis d StPO)	177	213
	<b>2021</b>	<b>2022</b>
Nichtanhandnahmeverfügungen	1651	1547
Einstellungsverfügungen	919	826
Sistierungsverfügungen	894	945
Selbständige Einziehungsverfahren	0	0
Unzuständigkeitsentscheidungen (einschliesslich solche gegenüber den Oberämtern)	618	703
Nationale Rechtshilfeersuche	32	23
Internationale Rechtshilfeersuche	74	115
Rechtskräftige Strafbefehle	8296	8949
Einsprachen gegen Strafbefehle und Überweisung an den Polizeirichter	373	449
Umwandlungsverfügungen betreffend Geldstrafen und Bussen	2794	2651

	<b>2021</b>	<b>2022</b>
Anklageschriften mit Überweisung an den Polizeirichter	285	232
Anklageschriften mit Überweisung an das Bezirksstrafgericht	93	78
Anklageschriften mit Überweisung an das Wirtschaftsstrafgericht	4	8
Anklageschriften mit Überweisung an das Jugendstrafgericht	4	6
Anklageschriften, abgekürztes Verfahren	107	82

	<b>2021</b>	<b>2022</b>
Verfügungen des Strafvollzugsrichters	17	11
Einsprachen gegen Verfügungen des Strafvollzugsrichters	0	0

	<b>2021</b>	<b>2022</b>
Anzahl Personen in Untersuchungshaft	242	197
Anzahl Hafttage	20106	22444

	<b>2021</b>	<b>2022</b>
Anzahl Beschwerden bzw. Berufungen, die von den Staatsanwälten beim Kantonsgericht eingereicht wurden (Strafkammer bzw. Strafappellationshof)	22	14
Anzahl Beschwerden der Staatsanwälte an das Bundesgericht	0	4

	<b>2021</b>	<b>2022</b>
Verweigerung der Genehmigung von Nichtanhandnahme-, Sistierungs- und Einstellungsverfügungen durch den Generalstaatsanwalt	0	1
Einsprachen des Generalstaatsanwalts gegen Strafbefehle	0	0

Freiburg, den 23. Januar 2023

Fabien Gasser  
Generalstaatsanwalt

Raphaël Brenta  
Chefgerichtsschreiber